

ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR FELIX-ANTOINE TSHISEKEDI TSHILOMBO, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, A L'OCCASION DE LA PRESENTATION DES VŒUX AU CORPS DIPLOMATIQUE ACCREDITE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Kinshasa, le 18 Janvier 2025

Madame la Première Ministre, Cheffe du Gouvernement;
Madame la Ministre d'État, Ministre des Affaires Étrangères, Coopération
internationale et Francophonie;
Madame la Ministre Déléguée à la Coopération Internationale et Francophonie;
Madame la Vice-Ministre des Affaires Étrangères;
Messieurs les Secrétaires Généraux;
Excellence Monsieur l'Ambassadeur du Maroc, Doyen du Corps Diplomatique;
Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Membres du Corps
Diplomatique accrédités en République Démocratique du Congo;
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations
Internationales accrédités en République Démocratique du Congo;
Mesdames et Messieurs les Consuls Honoraires;
Distingués invités;
Mesdames et Messieurs,

C'est toujours avec un plaisir particulier que je vous retrouve, Membres du Corps Diplomatique et Représentants des Organisations Internationales accrédités en République Démocratique du Congo, à cette période, pour la traditionnelle cérémonie d'échanges de vœux de Nouvel An.

Je tiens à remercier chaleureusement **Son Excellence Rachid AGASSIM**, Ambassadeur du Maroc et doyen du Corps Diplomatique, pour les mots aimables qu'il a bien voulu adresser en votre nom à mon endroit, ainsi qu'à celui du Gouvernement et du peuple congolais.

En retour, je formule pour vous tous, ainsi que pour vos familles respectives, les Chefs d'État et Dirigeants des Organisations que vous représentez, mes vœux les plus sincères de santé, de bonheur, de paix et de prospérité pour cette nouvelle année 2025.

_

Cette cérémonie est également l'occasion de vous exprimer, au nom du peuple congolais, du Gouvernement et en mon nom propre, notre profonde gratitude pour les actions que vous avez menées au quotidien en faveur de la consolidation des relations d'amitié et de coopération entre vos pays, vos Organisations et la République Démocratique du Congo durant l'année écoulée.



Je voudrais, par ailleurs, profiter de cette tribune pour souhaiter la bienvenue et réitérer mes félicitations aux nouveaux Ambassadeurs de la Fédération de Russie et de la République de l'Inde accrédités en République Démocratique du Congo et qui m'ont présenté leurs Lettres de Créance en ce début d'année 2025. Votre présence parmi nous marque une nouvelle étape dans nos relations bilatérales et multilatérales, et je suis convaincu que nos collaborations futures renforceront davantage nos liens d'amitié.

Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique, Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'année 2024, bien que marquée par des défis considérables, a également été une année de progrès significatifs pour la République Démocratique du Congo. Ce fut une année où, face à l'adversité, nous avons choisi la résilience, l'action et la conviction.

Aujourd'hui, je me tiens devant vous pour exposer nos priorités et réaffirmer avec fermeté nos attentes envers la communauté internationale face aux menaces persistantes qui pèsent sur notre nation et notre région.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

2024 avait débuté sous le signe de la confirmation de ma victoire et de celle de la coalition politique que j'ai conduite, l'Union Sacrée de la Nation, lors des élections générales de décembre 2023. Ce scrutin, libre et transparent, a permis au Peuple congolais d'exprimer, dans toute sa souveraineté, sa confiance renouvelée en notre vision et notre projet de société. Cette confiance, je la considère comme un appel à ancrer durablement la justice, la paix et le développement au cœur de notre gouvernance.

Fort de ce plébiscite populaire, j'ai eu l'honneur, le 20 janvier 2024, de prêter serment pour un second mandat à la tête de notre nation. Ce moment, chargé de sens, témoignait de la vitalité démocratique de notre pays, où la légitimité du pouvoir réside dans les urnes et où la séparation des pouvoirs entre les institutions garantit un équilibre indispensable à la gestion de la chose publique.



En République Démocratique du Congo, nous avons fait le choix irréversible de bannir la dictature et de construire une démocratie véritablement inclusive. Contrairement à d'autres pays où les élections s'apparentent à des répétitions d'un scénario préécrit, avec des adversaires soigneusement choisis d'avance pour garantir un résultat inchangé, le processus électoral congolais est un espace ouvert, où chaque voix compte, où chaque citoyen peut concourir et où l'opposition a sa place. Ce modèle, certainement perfectible, représente aujourd'hui une source d'inspiration pour de nombreuses démocraties émergentes en Afrique et dans le monde.

Les institutions issues de ce cycle électoral, toutes installées dans le strict respect de notre Constitution, sont désormais pleinement fonctionnelles et engagées dans la mise en œuvre de réformes destinées à renforcer la gouvernance, à promouvoir l'État de droit et à garantir la transparence dans la gestion de nos ressources publiques.

La nomination de **Madame Judith SUMINWA TULUKA** en tant que Première Ministre, première femme à occuper ce poste dans l'histoire de notre pays, est une illustration claire de notre volonté de promouvoir l'inclusion et de renforcer la participation des femmes à la gestion des affaires publiques.

Tous ces efforts symbolisent notre détermination collective à bâtir une République où les aspirations légitimes de chaque Congolais trouvent un écho dans les politiques publiques. Cette dynamique s'inscrit en faux contre toute forme de répression ou d'autoritarisme et témoigne de notre engagement à promouvoir des valeurs de liberté, d'inclusion et de respect des droits humains.

La République Démocratique du Congo avance résolument vers la consolidation de l'État de droit, étant persuadés que sans justice, aucune paix durable ni aucun développement véritable ne peuvent être réalisés. Il sied de souligner que j'ai fait de la justice mon cheval de bataille car c'est sur elle que repose les fondements d'une nation émergente.

S'agissant, par ailleurs, de l'épineuse question de la peine de mort, la République Démocratique du Congo, en tant qu'État souverain, a clarifié les conditions strictes de son application, limitée uniquement aux cas de terrorisme et de trahison au sein de l'armée.

Cependant, il est important de souligner qu'à ce jour, aucune exécution n'a été menée, témoignant de notre engagement à faire évoluer cette question dans un cadre réfléchi et respectueux des droits fondamentaux.

La justice congolaise doit refléter notre souveraineté, notre dignité et notre vision d'une nation forte, où l'impunité et l'indiscipline n'auront plus de place. C'est par la justice que nous renforcerons l'autorité de l'État et gagnerons la confiance de nos concitoyens et de nos partenaires.

Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique, Excellences, Mesdames et Messieurs,

En ce début d'année, alors que nous renouvelons nos vœux de paix et de prospérité pour nos nations respectives, je me dois de vous entretenir des défis cruciaux auxquels la République Démocratique du Congo fait face, au premier rang desquels se trouve la sécurité de nos populations.

L'an dernier, à la même période, nous nourrissions l'espoir d'un retour à la paix pour nos compatriotes des provinces de l'Est, éprouvés par des décennies de conflits armés.

Dans cet esprit, mon pays s'était pleinement engagé dans la mise en œuvre de la feuille de route du Processus de Luanda. Ce cadre de dialogue, conçu pour restaurer la confiance entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda, visait à désamorcer la crise sécuritaire et à prévenir une escalade régionale.

Cependant, en dépit de notre bonne foi et de notre volonté inébranlable de privilégier la voie diplomatique, la situation sécuritaire à l'Est s'est gravement détériorée. Des groupes armés, notamment le M23, soutenu directement par le Rwanda, continuent de semer la terreur dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, forçant des millions de personnes à fuir leurs foyers pour s'entasser dans des camps de réfugiés.

Le rapport accablant des Experts des Nations Unies, publié en décembre 2024, a confirmé ce que nous dénonçons depuis des années. Il établit, preuves à l'appui, la présence de milliers de soldats rwandais sur notre territoire, leur soutien politique, logistique et militaire au M23, ainsi que leur implication dans l'exploitation illégale de nos ressources naturelles.



f × □ · · 🛅 ② 🔮

Ces actes, qui constituent une violation flagrante de notre souveraineté, ont des conséquences humanitaires désastreuses. En 2024, plus de 650 civils ont été tués dans des attaques perpétrées par des groupes armés soutenus par le Rwanda. Des milliers d'autres ont été blessés ou portés disparus. La crise des déplacés internes s'est aggravée, avec plus de 6 millions de personnes contraintes de quitter leurs foyers et vivant dans des conditions précaires dans des camps surpeuplés.

Dans les zones sous contrôle du M23, des administrations parallèles, à la fois administratives et coutumières, ont été instaurées de manière illégitime, imposant un régime répressif qui exploite les populations locales et sape gravement l'autorité de l'État congolais. Ces pratiques inacceptables constituent bien plus qu'une tentative de légitimer l'illégalité; elles s'inscrivent dans une stratégie délibérée visant à affaiblir notre nation tout en mettant en place un système dangereux d'épuration ethnique, aux conséquences humaines et sociales désastreuses.

Grâce à la médiation du Président angolais, **Son Excellence Monsieur João Lourenço**, un cessez-le-feu avait été conclu dans le cadre du Processus de Luanda et devait entrer en vigueur début août.

La République Démocratique du Congo s'y était engagée de manière sincère, espérant qu'il marquerait le début d'une paix durable. Mais, à notre grand regret, cet accord a été maintes fois violé par le Rwanda, qui, par le biais du groupe terroriste M23, continue impunément d'attenter à notre souveraineté nationale.

Dans le même ordre d'idées, l'annulation du Sommet tripartite du Processus de Luanda, prévu le 15 décembre, du fait de l'absence du Président rwandais et l'introduction, par la délégation rwandaise, d'une nouvelle condition préalable — l'exigence d'un dialogue direct entre la République démocratique du Congo et le groupe terroriste M23 — témoigne du peu de considération accordé par nos voisins aux efforts de paix. Exiger un dialogue direct avec un groupe terroriste revient à légitimer des agissements qui violent nos lois et principes fondamentaux.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nous avons pris note des condamnations émises par certains de nos partenaires à l'encontre du Rwanda pour son rôle dans la déstabilisation de l'Est de notre pays. Ces prises de position, bien qu'importantes, restent insuffisantes face à la gravité des actes commis et à leurs conséquences humanitaires désastreuses. Les preuves accablantes présentées dans le rapport des Experts des Nations Unies ne laissent aucune place au doute : des sanctions concrètes et immédiates doivent être adoptées pour mettre fin à cette agression et prévenir une escalade régionale.





Mais ces engagements ne suffisent pas. Nous attendons de la communauté internationale bien plus qu'un discours de solidarité. Ce dont la République Démocratique du Congo a besoin de la part de ceux qui se considèrent comme ses amis : ce sont les actions décisives, d'un soutien concret et d'un engagement ferme pour répondre aux défis sécuritaires, économiques et humanitaires auxquels nous faisons face.

La République Démocratique du Congo ne demande pas de l'aide ; elle exige une solidarité juste et équitable, fondée sur le respect de sa souveraineté, de son intégrité territoriale et de ses droits fondamentaux. Ce soutien n'est pas une faveur ; c'est une responsabilité collective dans la préservation de la paix et de la sécurité internationales. La communauté internationale doit maintenant transformer ses déclarations en actions tangibles et dissuasives. Des sanctions ciblées contre le Rwanda, ses responsables militaires et politiques impliqués dans ces exactions, ainsi que leurs réseaux financiers, sont impératives.

Il est temps que les principes de responsabilité et de justice prévalent. Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo, pour sa part, reste résolu à défendre l'intégrité de notre territoire et à protéger nos concitoyens contre toute forme d'agression. Nous continuons à renforcer les capacités opérationnelles de nos Forces armées pour éradiquer tous les groupes armés responsables de ces violences.

Toutefois, notre détermination à ramener la paix et la stabilité dans l'Est de notre pays ne se limite pas aux mesures militaires ou aux initiatives de désarmement. Nous sommes convaincus que la lutte contre les conflits armés passe également par une stratégie intégrée de développement, de justice sociale et de gouvernance inclusive.

Le processus de Luanda, malgré les obstacles, reste une opportunité que nous continuons de privilégier avec détermination, dans un esprit sincère mais lucide. Notre engagement dans ce cadre a toujours reposé sur la volonté sincère de résoudre pacifiquement la crise qui oppose la République Démocratique du Congo au Rwanda.

Cependant, les provocations continues de Kigali, ses violations répétées des accords et son soutien actif au M23, disons-le clairement, compromettent la crédibilité de ce processus.



Mais permettez-moi d'être parfaitement clair : la République Démocratique du Congo ne se soumettra jamais aux pressions d'acteurs extérieurs tentant d'imposer des conditions contraires à nos intérêts et à notre souveraineté.

Nous ne cesserons de réaffirmer notre position : le dialogue avec un groupe terroriste comme le M23 est une ligne rouge que nous ne franchirons jamais. Toute tentative de normaliser ou de légitimer ces criminels constitue une insulte à la mémoire des victimes et un affront aux principes fondamentaux du droit international.

Dans ce contexte, je salue le rôle crucial joué par la Mission de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) en République démocratique du Congo (SAMIDRC). Le renouvellement de son mandat en 2024 a été un signal fort de solidarité régionale face à la menace posée par les groupes armés.

La SAMIDRC, par son appui aux Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), continue de jouer un rôle essentiel dans la stabilisation des provinces affectées. Ce partenariat, fondé sur la confiance et le respect mutuel, est un exemple concret de l'efficacité de la coopération régionale pour faire face aux défis sécuritaires.

Nous devons cependant aller au-delà de ces efforts. La lutte contre les groupes armés ne peut être pleinement efficace sans s'attaquer aux racines économiques des conflits. L'exploitation illégale de nos ressources naturelles, en particulier les minéraux stratégiques tels que le coltan et l'or, alimente ces violences et profite à des réseaux criminels transnationaux.

En 2024, nous avons intensifié nos efforts pour renforcer la traçabilité de nos minerais, avec le soutien de partenaires internationaux. Nous avons également entamé des discussions pour la mise en œuvre des mécanismes de transparence et de certification pour garantir que les richesses de notre pays bénéficient aux Congolais et non à des acteurs extérieurs. Ces initiatives, bien que prometteuses, nécessitent un engagement global pour tarir les sources de financement des groupes armés et renforcer la gouvernance dans le secteur des ressources naturelles.



Excellences, Mesdames et Messieurs,

Dans un autre registre, nos efforts pour renforcer l'autorité de l'État et garantir la sécurité de nos citoyens se poursuivent avec une détermination sans faille. Dans ce contexte, la mise en œuvre du plan de désengagement progressif de la MONUSCO représente une étape essentielle. Ce processus, mené en concertation avec les Nations Unies et conformément à la résolution 2666 du Conseil de sécurité, est une réponse à la volonté légitime de notre peuple de voir l'État congolais assumer pleinement ses responsabilités en matière de sécurité et de gouvernance.

Nous avons entamé ce désengagement de manière ordonnée dans la province du sud Kivu, en mettant en place des mécanismes pour éviter tout vide sécuritaire. Ce retrait progressif est accompagné d'un renforcement significatif des capacités de nos Forces armées (FARDC) et de nos forces de sécurité, qui ont démontré leur engagement à protéger notre territoire et nos populations. Cependant, je tiens à souligner que ce processus ne pourra réussir que si la communauté internationale reste mobilisée pour appuyer les efforts de stabilisation et répondre aux causes profondes des conflits qui ravagent certaines parties de notre pays.

Dans cette optique, nous avons renforcé l'action du Plan national de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation, le P-DDRCS.

Ce programme, fondamental pour la réintégration des anciens combattants dans la vie civile, vise à offrir une alternative durable aux jeunes enrôlés dans des groupes armés. Il contribue à briser le cycle de la violence en créant des opportunités économiques et sociales pour les populations les plus vulnérables.

Le P-DDRCS ne se limite pas à la démobilisation des combattants ; il s'inscrit dans une vision plus large de stabilisation des zones affectées par les conflits. À travers des initiatives de relèvement communautaire, nous œuvrons pour restaurer l'autorité de l'État, reconstruire les infrastructures de base et offrir aux populations locales les services essentiels dont elles ont été privées pendant des années. Cette démarche, bien que complexe, est essentielle pour poser les bases d'une paix durable et pour rétablir la confiance entre l'État et ses citoyens.

Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique, Excellences, Mesdames et Messieurs,



La République Démocratique du Congo, forte de son histoire, de sa souveraineté et de son rôle central en Afrique, demeure profondément attachée au multilatéralisme. Nous savons que les grands défis de notre époque – qu'il s'agisse de la paix, de la sécurité ou de la justice mondiale – ne peuvent être surmontés qu'à travers une coopération internationale fondée sur l'équité, le respect mutuel et la solidarité.

En 2024, notre pays a démontré sa capacité à jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale. Au sein du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, nous avons travaillé avec détermination pour répondre aux crises régionales, en défendant une approche africaine aux enjeux de paix et de sécurité. Nous avons agi avec responsabilité et conviction, non seulement pour défendre les intérêts de notre continent, mais aussi pour affirmer l'urgence de solutions africaines face aux défis africains.

Notre engagement s'est également illustré par le rôle de médiateur qui a été confié à la République Démocratique du Congo par la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale dans la transition politique en République du Tchad. Ce mandat, que nous avons assumé avec honneur et responsabilité, reflète la confiance de nos pairs dans notre capacité à promouvoir le dialogue et à soutenir des processus inclusifs et apaisés. À travers cette médiation, nous avons œuvré pour instaurer un climat de confiance entre les parties prenantes et pour poser les bases d'une transition politique stable et durable, essentielle pour la paix et la sécurité en Afrique centrale.

Ce rôle de médiateur, sous l'égide de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale, illustre également la volonté de la République Démocratique du Congo de renforcer les mécanismes régionaux de gestion des crises et de contribuer activement à la stabilité du continent.

Nous croyons fermement que la paix en Afrique doit être le fruit d'une mure coopération entre Africains, soutenue par des institutions régionales fortes et crédibles.

Parallèlement, notre siège au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies nous a permis de défendre nos aspirations en matière de protection et de promotion des droits humains. Nous avons porté avec fierté la voix de notre pays et de notre continent pour affirmer que la dignité humaine doit rester au cœur des priorités mondiales.



f × □ · · 🛅 ② 🔮

Aujourd'hui, nous sommes honorés que notre candidature pour un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies pour la période 2026-2027 soit portée par l'Union Africaine. Ce soutien témoigne de la confiance de nos pairs africains en notre capacité à représenter non seulement les intérêts de la République Démocratique du Congo, mais aussi ceux de tout le continent dans les discussions sur la paix et la sécurité mondiales.

Cette candidature est bien plus qu'une ambition nationale : elle est le reflet des aspirations légitimes de l'Afrique à jouer un rôle central dans la gouvernance mondiale. Nous appelons avec force à une réforme du Conseil de sécurité, afin que l'Afrique, qui porte une grande part des enjeux globaux, ait une voix forte, équitable et influente dans les décisions qui façonnent l'avenir du monde.

La République Démocratique du Congo est prête à assumer cette responsabilité avec sérieux et engagement. Nous travaillerons avec tous nos partenaires pour promouvoir un multilatéralisme inclusif, basé sur la justice, l'équité et le respect des droits souverains des nations. Soutenir cette candidature, portée par l'Union Africaine, c'est soutenir les aspirations d'un continent entier à participer pleinement à la construction d'un avenir juste et équilibré.

Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Alors que nous affirmons notre engagement à défendre les intérêts du continent sur la scène internationale, il est essentiel de souligner que cet engagement s'appuie sur des bases solides et crédibles. La capacité de la République Démocratique du Congo à jouer un rôle actif dans les grandes instances mondiales repose également sur les avancées significatives réalisées sur le plan économique et social, renforçant notre position en tant que partenaire fiable et acteur clé du développement régional et mondial.

La situation économique de notre pays continue d'enregistrer des progrès notables. Nous venons de conclure un accord historique avec le Fonds Monétaire International (FMI), mobilisant 2.9 milliards de dollars pour soutenir notre programme ambitieux de réformes économiques et sociales. Cet accord, renforcé par des financements additionnels dans le cadre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité, traduit la confiance renouvelée de la communauté internationale envers notre gestion rigoureuse et transparente des finances publiques.





Ces ressources vont permettre de financer des projets prioritaires, notamment dans les infrastructures, l'agriculture, l'énergie et les services sociaux, tout en soutenant des mesures structurelles visant à diversifier notre économie, à stimuler les investissements et à promouvoir la transformation locale de nos ressources naturelles. La question de la gouvernance et de l'environnement des affaires demeure essentielle et vitale et j'ai déjà engagé le Gouvernement à y travailler âprement pour que ces projets ne souffrent pas d'inexécution et/ou de non aboutissement.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Lors de la COP29 à Bakou, le monde espérait des décisions audacieuses pour mobiliser des moyens financiers significatifs en faveur de l'action climatique. Ces engagements étaient essentiels pour soutenir les nombreux pays vulnérables, frappés de plein fouet par la crise climatique et accablés par le poids d'une dette économique écrasante.

Hélas, force est de constater que nous avons collectivement manqué l'occasion de faire de cette COP la réussite qu'elle aurait dû être face à l'urgence climatique. Les résultats obtenus sont loin de répondre à la gravité de la situation et aux attentes des citoyens du monde, qui ne cessent d'exhorter la communauté internationale à assumer ses responsabilités. Il est impératif, lors des prochaines échéances internationales, de hisser notre ambition à la hauteur des défis.

Face à cette urgence, la République Démocratique du Congo se positionne résolument comme un « pays solution », à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique. Nous réaffirmons notre détermination à jouer un rôle de premier plan pour impulser un véritable changement et promouvoir des solutions durables au service de la planète et des générations futures.

La République Démocratique du Congo, en tant que deuxième poumon écologique de la planète grâce aux forêts du bassin du Congo, joue un rôle central dans la lutte mondiale contre le changement climatique. Nous assumons cette responsabilité avec sérieux, mais rappelons qu'elle doit être partagée de manière juste et équitable. C'est, tout à la fois, une question d'efficacité et de justice.

Nous affirmons avec conviction que les efforts de préservation de l'environnement ne doivent pas se faire au détriment du développement de nos populations. Nous appelons à des partenariats équitables, basés sur une rétribution adéquate pour les services inestimables que nos écosystèmes rendent à l'humanité.



Dans cette optique, le lancement du Couloir vert Kivu - Kinshasa reflète notre vision d'un développement durable et inclusif. Ce projet, couvrant plusieurs provinces, transforme les zones affectées par les conflits en pôles de croissance économique et de préservation environnementale. En impliquant activement les communautés locales, notamment les jeunes et les femmes, nous créons des opportunités concrètes tout en réduisant les tensions liées à l'accès aux ressources naturelles.

Le Couloir vert va bien au-delà d'une initiative environnementale : Il apporte une réponse globale aux défis économiques, sociaux et sécuritaires de notre pays. Ce projet générera des emplois, axés sur l'agriculture durable, la restauration des écosystèmes et l'écotourisme et offre une alternative tangible à l'économie de guerre dans cette partie de notre pays.

Pour concrétiser cette vision, la République Démocratique du Congo mon pays demeure ouverte à toute coopération pour un développement durable. Ainsi, près de 100.000 kilomètres carrés de forêts primaires seront protégés et l'évolution d'un corridor stratégique sera facilité pour le développement socioéconomique et la valorisation durable des ressources naturelles, au profit des communautés locales.

Nous lançons aujourd'hui un appel à d'autres partenaires pour rejoindre cet effort collectif. Ce projet, au-delà de ses bénéfices pour la République Démocratique du Congo, représente une contribution essentielle à la lutte mondiale contre le changement climatique.

Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Vos pays et vos organisations ont été des partenaires précieux dans les avancées économiques, sociales et humaines que j'ai eu l'honneur de partager avec mes compatriotes lors de mon discours sur l'Etat à la Nation, le 11 décembre 2024. Votre soutien a été un levier essentiel dans notre quête de progrès et de transformation.

Nous restons pleinement engagés à mener à bien les réformes institutionnelles annoncées et nécessaire pour assurer des fondements solides de notre nation aux générations future. L'objectif est clair : renforcer la transparence et améliorer l'efficacité de nos services publics, afin de mieux servir chaque Congolais et de consolider la confiance de notre peuple dans ses institutions.





L'éducation et la formation professionnelle demeurent au cœur de nos priorités, car nos jeunes constituent la force vive et l'avenir de notre nation. Nous développons des programmes spécifiques pour encourager l'entrepreneuriat et l'innovation, en leur offrant les moyens de contribuer activement au développement de notre pays. Parallèlement, nous intensifions nos efforts pour industrialiser et transformer localement nos ressources naturelles, afin de générer des emplois durables et de consolider les fondations d'une économie résiliente.

La sécurité, le bien-être de nos concitoyens et le rayonnement de notre pays sur la scène internationale, telles seront les priorités de notre action en 2025.

Enfin, je compte sur chacun de vous, représentants de vos États et organisations, pour être les ambassadeurs de la République Démocratique du Congo auprès de vos gouvernements et institutions. Portez avec fierté le message d'un pays en plein dynamisme, ouvert au monde et déterminé à bâtir un avenir prospère.

Je voudrais clore mon propos en vous souhaitant, à nouveau, à chacune et à chacun de vous, une excellente et heureuse année 2025, empreinte de succès et de sérénité. Que cette nouvelle année renforce nos liens d'amitié et de coopération pour le bien de nos peuples et de notre planète.

le vous remercie.

